

## La Thaïlande et les Rohingyas

Accusée d'avoir torturé puis abandonné en pleine mer des centaines de *boat people* Rohingyas en provenance de Birmanie, la Thaïlande commence à reconnaître du bout des lèvres la réalité des faits qui lui sont reprochés depuis le début de l'année. En pleine lutte contre les musulmans du sud de la Thaïlande, est-ce une islamophobie officielle qui émerge et dont on été victimes les musulmans Rohingyas fuyant la Birmanie ? L'armée dément mais les cicatrices et les témoignages des survivants parlent.

Il aura fallu un scandale pour sensibiliser une situation largement méconnue : la fuite hors de Birmanie et à destination de la Malaisie de milliers de musulmans birmans sur des embarcations de fortune. Le phénomène existe depuis les années 90 mais a pris une tournure médiatique particulière quand près de cinq cents *boat people* abandonnés en pleine mer par les autorités thaïlandaises ont pu aborder ; vivants, sur les îles indiennes d'Andaman et sur l'île indonésienne d'Aceh. C'était début janvier.

Depuis cette date, la presse internationale publie les témoignages de survivants, qui révèlent avoir été arrêtés fin décembre 2008 par l'armée de Thaïlande alors qu'ils en traversaient les eaux territoriales pour s'échapper de Birmanie. D'abord incarcérés sur l'île de Koh Sai Daeng, 412 Rohingyas ont ainsi été placés le 18 décembre sur une simple barque et remorqués jusque dans les eaux internationales, les mains attachées dans le dos. Ils ont été abandonnés en pleine mer où ils ont dérivé pendant 13 jours avant que les gardes-côtes indiens secourent 107 survivants parmi eux, en état de déshydratation sévère. Quelques jours après, des pêcheurs indonésiens ont trouvé un bateau en bois sans moteur dérivant au large d'Aceh avec à bord 198 réfugiés birmans. Ceux-là ont passé 21 jours debout en pleine mer car la place était insuffisante pour s'asseoir, et portent encore les traces des coups reçus lors de leur passage en Thaïlande. L'armée thaïlandaise a depuis refusé aux observateurs de l'ONU l'accès aux 126 Rohingyas supposément en centre de rétention, ce qui fait craindre qu'ils aient subi le même sort que les deux précédents groupes.

Depuis la fin décembre, ce sont au total près de 500 réfugiés à la dérive que les garde-côtes indiens ont secouru, alors que plusieurs centaines sont probablement morts en pleine mer.

Cité par le quotidien britannique *The Telegraph*, Ranjit Narayan, de la police indienne, explique : « *Ils disent avoir été capturés en mer par des gens de l'armée thaïlandaise avec des uniformes de la marine. Après leur capture ils ont été emmenés sur une île le long de la côte thaïlandaise, y ont été tabassés avant d'être mis sur des bateaux et emmenés en pleine mer* ». « *Ceux qui ont résisté ont été jetés à la mer par les soldats thai, ils étaient au moins quatre, pieds et poings liés* », raconte Mohammad, un survivant de 22 ans, à la BBC. « *Ils nous ont laissés avec 10 kg de riz et un peu d'eau en pleine mer. Le second jour il n'y avait plus rien et lentement nous avons perdu la force de bouger* ».

Le 5 février, le ministre des Affaires étrangères thaïlandais a demandé au public de ne pas croire les articles des médias indiquant que les Rohingyas étaient traités de façon inhumaine en Thaïlande. Mais le 12 février, le Premier ministre Abhisit Vejjajiva n'a pu qu'admettre les faits. Dans une interview avec CNN, il a ainsi déclaré : « *Les responsabilités ne sont pas parfaitement claires. Toutes les autorités disent que ce n'est pas leur façon d'agir, mais j'ai des raisons de croire pourtant que des choses se sont produites, et si je peux trouver des preuves de qui précisément a fait cela, je les tiendrai certainement pour responsables* ». Pour autant, aucun changement n'est à attendre dans la politique migratoire de la Thaïlande. Dans le *Bangkok Post*, le Premier ministre martèle ainsi : « *Ceux qui ont accusé la Thaïlande essaient de faire pression sur le gouvernement thai pour changer le statut des Rohingyas* », insistant sur le fait que ceux-ci sont des migrants économiques et non pas des réfugiés. Un argument initialement repris par le gouvernement indonésien, qui a finalement, le 7 février, accepté de reconsidérer les choses et d'offrir le statut de réfugié aux survivants du bateau fantôme d'Aceh.

## LE CONTEXTE POLITIQUE THAÏLANDAIS

Le commandement de l'ISOC (commandement des opérations de sécurité intérieure thaïlandaises) est d'ores et déjà pointé du doigt comme principal responsable. Le groupe militaire, utilisé durant la Guerre Froide comme force d'intervention rapide, est revenu sur le devant de la scène en 2006 après le coup d'État militaire ayant précipité la chute du Premier ministre Thaksin Shinawatra.

Responsable de la sécurité de la côte occidentale thaïlandaise et au cœur de la lutte contre les séparatistes musulmans du Sud du pays, l'ISOC considère depuis longtemps que certains des réfugiés Rohingyas viennent en réalité grossir les troupes des séparatistes. Le conflit armé au Sud du pays, qui a commencé il y a 5 ans, a fait plus de 3.500 victimes, ayant perdu la vie dans un attentat et des échanges de coups de feu le 12 février. Les attaques des islamistes visent souvent des écoles et des enseignants que les séparatistes musulmans considèrent comme un moyen utilisé par Bangkok pour imposer le bouddhisme dans un Sud majoritairement musulman malais.

Le colonel Manat Kongpan, chef de l'ISOC dans la province de Ranong, au Sud du pays, est aujourd'hui le principal suspect dans l'abandon – ou la tentative de faire disparaître – les Rohingyas. Déjà tenu pour responsable de la mort de 28 musulmans lors du siège de la mosquée Krue Se dans la ville de Pattani en 2004, il dément toute implication dans les colonnes du *Bangkok Post* daté du 14 février : « *Cette question est devenue un scandale parce que la presse veut diffamer l'armée. Toutes ces histoires sur le fait que nous frappons les Rohingyas sont fabriquées et ont été diffusées très rapidement ; je jure que les militaires thais*

ou la marine ou même les villageois n'ont jamais torturé ou maltraité les Rohingyas. Les Thais ont une haute moralité ».

## **LES PARIAS BIRMANS**

Parakorn Priyakorn, du Centre Islamique de Thaïlande, parle d'une « *atmosphère de suspicion* » à l'égard de tous les musulmans. Cité par *Al Jazeera*, il indique : « *Le simple fait qu'un groupe de musulmans vienne dans ce pays, sur leur chemin vers une vie meilleure, ne signifie pas qu'ils vont combattre le gouvernement thaïlandais. Je comprends que nous ne puissions accueillir tant de migrants, mais nous devons aussi considérer la question des droits humains* ».

La Birmanie maintient, elle, que les Rohingyas ne sont pas ses citoyens. Le consul général birman à Hong Kong a sympathiquement expliqué au journal *South China Morning Post* que les Rohingyas sont « *laidés comme des ogres* » et que leur peau « *brunâtre* » n'a rien à voir avec la « *douceur et la lumière* » de celle de la majorité ethnique birmane.

Historiquement liés au Bengale musulman – l'actuel Bangladesh – les Rohingyas focalisent les haines du nationalisme homogénéisateur de la junte birmane. Les préjugés à leur encontre datent de l'installation dans l'Arakan, la partie Nord-occidentale de la Birmanie, de migrants bengalis perçus au XIXe siècle comme des auxiliaires de la colonisation britannique.

« Roms d'Asie », les Rohingyas sont devenus l'ennemi intérieur birman entretenu par le pouvoir pour dévier les regards et les mécontentements. Au début des années 90, près de 300.000 d'entre eux ont dû se réfugier au Bangladesh pour fuir la répression. Si la plupart a depuis pu regagner la Birmanie, ils y restent sans nationalité, victimes quotidiennes de la Nasaka, une milice de la junte birmane qui tue et torture en toute impunité.

## **AURÉLIEN GIRARD**